

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*
Stukken van de Raad 673 (2003-2004), Nrs. 1 en 2.
Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.
Bespreking. — Stemming

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1261

[C — 2004/200985]

1^{er} AVRIL 2004. — Décret portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents relatifs à une matière dont l'exercice de la compétence a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, pour les matières visées à l'article 128 de la Constitution (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. § 1^{er}. L'obligation imposée à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ci-après appelée tiers, de présenter ou de délivrer une copie certifiée conforme à l'original d'un document aux services publics régionaux, aux établissements publics qui dépendent de la Région, aux organismes régionaux d'intérêt public et aux personnes régionales de droit public, est remplie par la présentation ou la production d'une copie du document original.

§ 2. Les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public qui ont un doute sérieux et raisonnablement fondé sur la conformité à l'original d'une copie d'un document qui leur est transmise par un tiers en exécution d'une disposition décrétales ou réglementaire, s'adressent à l'autorité qui a délivré l'original du document afin qu'elle atteste de l'exactitude des données figurant dans la copie de l'original. Le tiers est informé du lancement de cette procédure et de ses résultats.

§ 3. En l'absence de réponse de l'autorité qui a délivré l'original du document dans un délai d'un mois éventuellement prorogé d'un mois lorsque les circonstances l'exigent et moyennant motivation et notification au tiers, les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public peuvent demander au tiers à qui incombe l'obligation décrétales ou réglementaire de communiquer copie d'un document, qu'il apporte, par toute voie de droit, en ce compris la production de l'original, dans un délai d'un mois, la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie. Ce délai peut être, à la demande motivée du tiers et lorsque les circonstances l'exigent, prorogé d'un mois.

La demande d'apport de la preuve de la conformité à l'original faite à une personne physique ou une personne morale de droit privé est motivée et lui est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

§ 4. Les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document sont suspendus jusqu'à l'expiration des délais visés au paragraphe 3. Si l'autorité qui a délivré l'original atteste de l'exactitude ou si le tiers apporte la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie avant l'expiration du délai d'un mois éventuellement prorogé, les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document, recommencent à courir.

Art. 3. § 1^{er}. L'obligation de délivrer une copie certifiée conforme à l'original dans les relations internes entre les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public, ainsi que la même obligation de certification conforme imposée par les précités aux pouvoirs locaux, sont supposées remplies par la remise d'une simple copie. En cas de doute sur la copie, un contact entre administrations sera établi afin d'apporter la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement arrête la liste des documents qui peuvent ou doivent faire l'objet d'une copie certifiée conforme. Cette dérogation ne peut être appliquée que lorsque la présentation ou la production de ceux-ci est susceptible de faire naître, dans le chef des services publics régionaux, des établissements publics qui dépendent de la Région, des organismes régionaux, des établissements d'intérêt public et des personnes régionales de droit public, des droits ou des obligations ayant des implications avec un autre niveau de pouvoir ou des implications internationales, ainsi que dans toute autre situation à caractère exceptionnel.

Avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'alinéa précédent, l'exigence de la certification conforme d'une copie peut être maintenue sur décision dûment motivée de l'autorité régionale.

Art. 4. Dans un délai de douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le Gouvernement peut abroger toute disposition décrétales ou réglementaire qui oblige la remise d'une copie certifiée conforme aux services publics régionaux, aux établissements publics qui dépendent de la Région, aux organismes régionaux d'intérêt public et aux personnes régionales de droit public.

Le Gouvernement est dispensé de l'accomplissement des formalités de demande d'avis aux différents organes consultatifs institués en Région wallonne.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 674 (2003-2004), n^{os} 1^{er} et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 31 mars 2004.

Discussion. — Vote.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1261

[C — 2004/200985]

1 APRIL 2004. — **Decreet tot afschaffing van de verplichting tot het voorleggen van eensluitende afschriften van documenten betreffende een aangelegenheid waarvoor de uitoefening van de bevoegdheid krachtens artikel 138 van de Grondwet door de Franse Gemeenschap is overgedragen aan het Waalse Gewest voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 128 van de Grondwet (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. § 1. De verplichting om een met het originele document voor eensluitend verklaard afschrift voor te leggen of af te geven aan de gewestelijke openbare diensten, aan de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, aan de instellingen van openbaar nut en aan de publiekrechtelijke gewestelijke personen, die aan een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon, hierna derde genoemd, wordt opgelegd, wordt voldaan door het voorleggen of het overleggen van een afschrift van het originele document.

§ 2. De gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen, die een ernstige en redelijk gegronde twijfel hebben over de conformiteit met het originele document van een afschrift dat hun wordt overgemaakt door een derde overeenkomstig een decretales of réglementaire bepaling, wenden zich tot de overheid die het originele document heeft afgegeven opdat ze van de waarachtigheid van het afschrift van het originele document zou getuigen. De derde wordt geïnformeerd over het opstarten van deze procedure en van de resultaten ervan.

§ 3. Bij gebrek aan antwoord van de overheid die het originele document heeft afgegeven, binnen een termijn van een maand, eventueel verlengd met een maand wanneer de omstandigheden het vereisen en mits motivering en kennisgeving aan de derde, mogen de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen de derde aan wie de decretales of réglementaire verplichting om een afschrift van een document over te maken, is opgelegd, erom verzoeken

door alle rechtsmiddelen, met inbegrip van het overleggen van het originele document, te getuigen van de waarachtigheid van de gegevens van het afschrift binnen een termijn van een maand. Op met redenen omkleed verzoek van de derde en wanneer de omstandigheden het vereisen, kan deze termijn verlengd worden met een maand.

De aan een natuurlijke of rechtspersoon gedane aanvraag om de bewijslevering inzake de conformiteit met het originele document moet met redenen omkleed zijn en wordt hem bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs betekend.

§ 4. De termijnen waarover de gewestelijke overheid beschikt om een beslissing te nemen, advies uit te brengen of enigerlei handeling te verrichten op grond, met name, van de overmaking van een afschrift van een document worden geschorst tot het verstrijken van de in § 3 bedoelde termijnen. Als de overheid die het originele document heeft afgegeven, van de waarachtigheid getuigt of als de derde het bewijs levert van de waarachtigheid van de gegevens van het afschrift vóór het verstrijken van de eventueel verlengde termijn van een maand, beginnen de termijnen waarover de gewestelijke overheid beschikt om een beslissing te nemen, advies uit te brengen of enigerlei handeling te verrichten op grond, met name, van de overmaking van een afschrift van een document opnieuw te lopen.

Art. 3. § 1. De verplichting tot het afgeven van een met het originele document voor eensluidend verklaard afschrift in de interne verhoudingen tussen de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen alsmede dezelfde verplichting tot conforme certificering opgelegd door voornoemden aan de plaatselijke besturen, worden geacht voldaan te zijn door het overleggen van een eenvoudig afschrift. In geval van twijfel over het afschrift wordt een contact opgenomen tussen de administraties om het bewijs te leveren van de waarachtigheid van de gegevens van het afschrift.

§ 2. In afwijking van § 1 bepaalt de Regering de lijst van de documenten die het voorwerp kunnen of moeten maken van een eensluidend afschrift. Deze afwijking mag alleen worden toegepast wanneer het voorleggen of het overleggen van deze documenten in hoofde van de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen rechten of verplichtingen kan doen ontstaan, die gevolgen met een ander bestuursniveau of internationale gevolgen alsmede in elke andere toestand met buitengewone aard hebben.

Vóór de inwerkingtreding van het in het vorige lid bedoelde besluit van de Waalse Regering kan het verlangen van de conforme certificering van een afschrift gehandhaafd worden op met redenen omklede beslissing van de gewestelijke overheid.

Art. 4. Binnen een termijn van twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze bepaling mag de regering elke decretale of reglementaire bepaling opheffen, die het overmaken van een eensluidend afschrift aan de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen verplicht.

De Regering wordt vrijgesteld van het vervullen van de formaliteiten m.b.t. de aanvraag om advies van de verschillende overlegorganen die in het Waalse Gewest ingesteld zijn.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 674 (2003-2004), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.

Bespreking. — Stemming.